



## Le banquier démocrate

par Javier Santiso, Chef économiste et Directeur adjoint du Centre de développement de l'OCDE

- ◆ Les banques contribuent non seulement au développement économique des pays émergents mais aussi, plus singulièrement, à leur développement politique.
- ◆ En particulier, lorsqu'un pays en développement expérimente une transition démocratique, les flux bancaires internationaux tendent à augmenter dans les trois années qui suivent la démocratisation.
- ◆ Le suivi de cette préférence démocratique, au travers par exemple d'un indicateur montrant la proportion d'activité des banques dans les pays respectueux ou non des droits de l'homme, reste néanmoins à faire.

Banques et banquiers ont mauvaise presse. Cupides, avides, vaniteux, les brasseurs d'argent ne jouissent pas d'une image enviable dans les imaginaires populaires et les fictions romanesques. Pessoa aura eu beau tenté d'en faire un personnage peu conventionnel, son *banquier anarchiste*, n'en suscite pas pour autant un engouement effréné. La réalité est néanmoins quelque peu éloignée de ces stéréotypes. Ainsi, les banques et les banquiers semblent par exemple bel et bien distinguer les régimes politiques et afficher une préférence, tout à leur honneur, pour la démocratie.

Cette préférence pour la démocratie du monde de la finance est en effet massive. La majorité des actifs financiers du monde se concentre en effet dans les démocraties des pays de l'OCDE. Ces mêmes démocraties développées accaparent l'essentiel de l'activité créditrice internationale des banques. Ainsi, en 2005, les flux transfrontières des banques ont totalisé près de 570 milliards de dollars, desquels les pays émergents ont accaparé à peine 50 milliards, soit 9 pour cent du total. Le stock total des crédits bancaires internationaux s'est élevé alors à près de 21 110 milliards de dollars. De ce stock total, les pays émergents n'accaparent qu'une faible fraction (1 410 milliards de dollars, soit à peine 7 pour cent du total mondial), l'essentiel se concentrant sur des démocraties émergentes telles que la Corée du Sud, le Mexique ou le Brésil. La Chine n'affiche ainsi qu'un stock de 105 milliards, accaparant à peine 0.5 pour cent du stock mondial de ces flux bancaires. Surtout, comme souligné par une récente étude du Centre de Développement de l'OCDE, les flux de crédits bancaires internationaux tendent à augmenter substantiellement les années suivant les

transitions vers la démocratie, en particulier en Amérique latine et en Europe de l'Est<sup>1</sup>.

Dans les pays développés, les banquiers contribuent également au jeu démocratique. Aux États-Unis, les sphères politiques et financières sont peu étanches, nombre de financiers ayant fait le déplacement de New York à Washington. Une banque aussi emblématique que Goldman Sachs aura ainsi fourni des cohortes de ministres et hauts fonctionnaires aux différentes administrations nord-américaines, qu'elles soient démocrates ou républicaines. En 2006, Henry Paulson, l'ex président de la prestigieuse banque d'affaires new-yorkaise, a rejoint les bords du Potomac, pour devenir le nouveau Secrétaire d'État du Trésor américain. Joshua Boltin, un autre banquier de la firme, est devenu quant à lui chef de cabinet de la Maison Blanche. Mais banque est également une formidable machine à recycler des hauts fonctionnaires et hommes politiques. Ainsi, l'ancien Secrétaire d'État et main droite de Condoleezza Rice, Robert Zoellick, est devenu vice-président de Goldman Sachs. Ces jeux de chaises musicales ne sont pas nouveaux. Ils transcendent les clivages politiques. Ainsi Goldman Sachs compte aujourd'hui dans ses rangs Robert Rubin, l'ancien trésorier de Bill Clinton. De même, l'ancien président de la firme new-yorkaise dans les années 90, Jon Corzine, est devenu gouverneur démocrate de l'État de New Jersey.

1. Voir Javier Rodríguez et Javier Santiso, "Banking on Democracy: The Political Economy of International Private Bank Lending in Emerging Markets", Centre de développement de l'OCDE, *Working Paper* No. 259.

Cette valse entre le monde de la finance et celui de la politique n'est pas l'apanage des démocraties développées. On elle est également intense dans les démocraties émergentes. Ainsi, au Brésil, les administrations de l'ancien ouvrier syndicaliste Lula au et celui de son prédécesseur, le sociologue Cardoso, auront comptés dans leurs rangs des financiers de hauts vols, leurs gouverneurs ayant été respectivement un talentueux gérant d'actifs de la firme de Soros (retourné depuis dans la finance) et un haut responsable d'une grande banque américaine. La banque espagnole BBVA est devenue quant à elle un solide vivier pour de hauts responsables pour les administrations latino-américaines et les organismes internationaux. Au cours des dernière années, ses anciens économistes en chef au Chili et au Pérou auront été invités à des postes clés dans les administrations respectives de leurs pays, le premier en tant que responsable de l'organe de régulation des fonds de pension (un des postes les plus en vue dans l'administration chilienne) et le second en tant que Ministre de l'Économie et des Finances du nouveau gouvernement d'Alan García, installé à la mi-2006. De ses rangs seront également sortis des économistes devenus de hauts fonctionnaires dans les organismes internationaux tels que la Banque Interaméricaine de Développement., le Fonds monétaire internationale ou l'OCDE. Dans sa propre base nationale, la banque aura également fournit plusieurs anciens ministres et secrétaires d'État, à commencer par l'actuel directeur du cabinet économique de la Présidence du Gouvernement espagnol.

De manière plus systématique, ces liens entre banques et démocraties émergentes ont fait l'objet d'une étude récente du Centre de Développement de l'OCDE. Celle-ci corrobore la préférence pour les démocraties émergentes. Plus précisément, elle souligne que les flux bancaires internationaux en direction des pays émergents tendent à se concentrer sur les régimes démocratiques. Surtout lorsqu'un pays en développement expérimente une transition démocratique, les flux bancaires internationaux tendent à augmenter dans les trois années qui suivent le changement de régime. Ce constat est particulièrement vrai en Europe de l'Est et en Amérique latine. Le suivi de cette préférence démocratique, au travers par exemple d'un indicateur montrant la proportion d'activité des banques dans les pays respectueux ou non des droits de l'homme, reste cependant à établir. Cette propension démocratique tient sans doute à des raisons davantage économiques qu'éthiques, les démocraties affichant des rythmes de croissance plus stables, deux attraits particulièrement prisés par les banquiers.

Banques et banquiers continueront sans doute d'être affublés de tous les maux de la terre. Il semble néanmoins, qu'à l'évidence, ils contribuent non seulement au développement économique des pays émergents mais aussi, plus singulièrement, à leur développement politique.



Les lecteurs sont invités à citer ou reproduire les informations des *Repères* du Centre de développement de l'OCDE dans leurs propres publications. En échange, le Centre demande les remerciements de rigueur ainsi qu'un exemplaire de la publication. Le texte intégral des *Repères* et d'autres informations sur le Centre de développement et ses travaux sont disponibles sur : [www.oecd.org/dev](http://www.oecd.org/dev)

Centre de développement de l'OCDE  
2, rue André-Pascal,  
75775 Paris Cedex 16, France  
Tél : 33 (0)1 45.24.82.00  
Fax : 33 (0)1 44.30.61.49  
mél : [dev.contact@oecd.org](mailto:dev.contact@oecd.org)